



RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

Stellantis
Campus
Poissy

06 avril 2026

Contre le racisme venu d'en haut, l'union des travailleurs fait la force

Qu'un Noir, Bally Bagayoko, soit élu maire d'une ville de plus de 100 000 habitants, Saint-Denis (93), parmi les plus pauvres de France (37 % des habitants sous le seuil de pauvreté...), et voilà que des égouts de l'extrême droite médiatique ressurgissent des tombereaux de merde raciste. « Famille des grands singes », « mâle dominant », « tribu primitive » : ce n'est pas des immigrés ou de leurs descendants français – eh oui, français ! – qu'ils parlent, c'est de leurs fantasmes réactionnaires de domination de la planète.

L'« élite » capitaliste, voilà la vraie racaille...

De prétendus « philosophes » de plateau et soi-disant « journalistes » se prennent pour des « rebelles », mais ils n'ont jamais vécu autrement qu'en larbins des riches. Ils jouent sur *CNews* aux porte-paroles du « bon peuple bien français », mais ils touchent pour leurs bons et loyaux services leur part de ce qui nous est extorqué par l'exploitation capitaliste. Ces minables expriment en fait la trouille de leur classe : la bourgeoisie.

Dans un passé pas si lointain, une majorité dans la classe capitaliste affectait d'être libérale, bien élevée, tolérante – le Macron en campagne au printemps 2017. Mais depuis une grosse décennie, trop de crises (climatique, économique, du vivant, des ressources, etc.) bouchent l'horizon. Alors le naturel revient au galop – tel Macron se révélant, une fois élu, brutal, fan de Pétain et de blagues racistes. Tout ce qui dénonce les oppressions est dénigré sous le label de « wokisme », tandis que l'écrivain raté Renaud Camus et son « grand remplacement » sont adulés par une fraction grandissante des classes dominantes.

... et Trump est son prophète

Aux États-Unis, les Elon Musk et autres Peter Thiel, milliardaire catholique intégriste et grand patron de la tech, ont porté Trump au pouvoir avec la mission de réaffirmer par tous les moyens l'hégémonie mondiale de l'impérialisme américain.

D'où les bombardements sur l'Iran, ciblant maintenant non plus des bases militaires, mais les hôpitaux, les ponts, les centrales électriques... Trump a promis de le « ramener à l'âge de pierre ». Le voilà l'homme des cavernes, mâle en mal de domination !

Lui et les milliardaires dont il est le représentant comptent bien nous faire payer leurs guerres, en

faisant bondir les prix du pétrole et du gaz, c'est-à-dire la matière première de la majorité des produits industriels, sans parler du carburant de nos voitures.

L'unité de la classe ouvrière mondiale, voilà l'issue

Pour y parvenir, il leur faut renforcer le racisme par tous les moyens. Ce sont les rafles de l'ICE, la police anti-immigration militarisée de Trump, aux États-Unis. Chez nous, c'est la chasse aux sans-papiers, ces collègues de travail sans qui l'économie ne pourrait tourner, mais à qui les flics font raser les murs pour que les patrons les exploitent plus facilement. C'est aussi la campagne venimeuse qui prétend démasquer des « terroristes » derrière les soutiens du peuple palestinien.

Heureusement, nous sommes nombreux à refuser de tomber dans la division raciste dont le but ultime est de nous empêcher, nous travailleurs, d'unir nos forces. Le dernier week-end de mars, des centaines de milliers de Britanniques ont manifesté contre le racisme, tandis que 8 millions d'Américains défilaient contre Trump. Samedi 4 avril à Saint-Denis, nous étions des milliers à dire non au racisme. Ces manifestations montrent que l'issue est dans l'action collective.

Nous ne pourrons nous prémunir des crises qu'en les faisant payer aux responsables : les capitalistes. Il n'y aura pas de remède efficace à l'inflation sans grèves pour l'augmentation des salaires. Chaque hausse du gazole, des loyers ou de la nourriture doit être répercutée sur nos salaires et nos pensions ! Victorieux, nous ferons en retour reculer le racisme. Nous redonnerons tout son sens au vieux mot d'ordre « *Travailleurs de tous les pays, unissons-nous !* »

Des prunes à Auburn Hill

Avec le retour intensif sur site, lubie de la nouvelle direction de Stellantis de part et d'autre de l'Atlantique, nos collègues étasuniens ont vu le retour en force de la préférence nationale concernant la marque de véhicule personnel possédée. Nous connaissons cette discrimination aussi en France et sur le Campus de Poissy ou ceux qui n'ont pas de véhicule du groupe sont interdits de parking silo par exemple. Mais aux US où la direction locale est encore plus vicieuse les salariés qui occupent des places de stationnement « inappropriées », selon elle, se voient infliger des contredanses internes voire des immobilisations de véhicules avec sabots. Mais la grogne se fait entendre chez les salariés qui en ont assez de se faire prendre pour des poires.

Et ça recommence

Encore plus de 200 000 véhicules hybrides rappelés par Stellantis, et ça concerne presque toutes les marques. Après les airbags Takata, et les moteurs PureTech, c'est maintenant un problème d'isolation entre le moteur électrique et le moteur thermique qui a entraîné 36 incidents dont 12 incendies ! Que la direction ne cherche pas les responsables dans les fonctions supports ou à la production, c'est sa politique de réduction des coûts pour maximiser les profits qui est en cause.

Lisi Automotive : nouvelle grève contre la fermeture

Les salariés de l'usine Lisi Automotive près de Cergy sont toujours en lutte, contre la fermeture et ses 136 licenciements à la clé. En janvier, la direction ne proposait que 300 € d'indemnités supra-légales par année d'ancienneté. Sous la pression elle est passée à 1 400 €.

Lundi 23 mars, les salariés se sont donc remis en grève 4 jours, ce qui a élevé le montant à 1 800 € (36 000 € pour 20 ans d'usine). En production, la grève a été suivie à 90 % sur les 3 équipes. Pour tout le monde, 3 300 € d'indemnités supra-légales seraient un minimum.

À quelques kilomètres, les salariés de Brandt Saint-Ouen-l'Aumône se battent eux aussi contre la liquidation de leur site. Tout comme à Stellantis Poissy menacé, avec les sous-traitants MC Synchro à Chanteloup, Lear à Éragny et tous les autres. Pour changer le rapport de force, les salariés de toutes ces entreprises menacées pourraient bien ne pas rester isolés et multiplier les contacts, en vue de se coordonner.

Sur terre ou dans l'air, non aux armes de guerre !

Après ses drones volants de l'usine du Mans, Renault a lâché des informations sur ses futurs drones terrestres. On apprend dans la presse que le groupe s'est allié à l'entreprise belge John Cockerill pour fabriquer de petits engins pour l'armée, qui seraient soi-disant non-armés, mais néanmoins « armables »... Ils doivent d'ailleurs être présentés au Salon militaire Eurosatory en juin prochain. Preuve qu'ils ne sont pas destinés à porter les courses...

Projet de loi anti-fraude : la chasse aux pauvres continue

L'Assemblée nationale a adopté un amendement du Rassemblement national durcissant les sanctions contre la fraude aux prestations sociales. L'amendement prévoit notamment la suspension des allocations chômage en cas de suspicion sérieuse, voire la suppression de toutes les prestations sociales en cas de récidive. Par contre, les mêmes députés ont rejeté les propositions venues de gauche contre la fraude fiscale des entreprises et des particuliers fortunés. Toute une philosophie de classe.

Contre la loi Yadan

Une pétition appelant les députés à voter contre le projet de loi présenté par Caroline Yadan a déjà recueilli plus de 200 000 signatures sur le site de l'Assemblée nationale. Si le texte est destiné officiellement à « *lutter contre les formes renouvelées de l'antisémitisme* » il vise en réalité à faire un amalgame malhonnête entre la haine contre les Juifs et l'opposition à la politique génocidaire de l'État sioniste. Un projet de loi liberticide, visant à justifier une politique colonialiste et raciste à l'encontre du peuple palestinien. Une bonne occasion de rappeler que, si l'antisémitisme est un crime, l'antisionisme est un devoir.

Échelle mobile des salaires, des retraites et des allocations !

Selon une note de l'Insee, l'inflation, tirée vers le haut par la flambée des prix des hydrocarbures, devrait connaître « *un net regain* » au cours des prochaines semaines pour franchir la barre des 2 % au cours du printemps. On s'attend notamment à une hausse du prix des services et de nombre de denrées alimentaires. Pour les classes populaires, le seul moyen d'en combattre ses effets pour ne pas voir leur niveau de vie chuter est de se battre pour une échelle mobile des salaires, des retraites et des allocations diverses indexée sur l'inflation et qui permettrait de préserver le pouvoir d'achat des plus modestes.